

GW10001 f Edition juillet 2002

INFORMATION

Notice technique

Le label CE

Généralités

Le label CE est l'estampille de la Communauté européenne (CE) confirmant que le produit considéré est conforme aux directives européennes. Ce label sert essentiellement de repère aux autorités chargées de surveiller la libre circulation des marchandises. Un produit portant le label CE remplit en principe les exigences de sécurité minimales fixées par les directives européennes applicables aux produits du même type. Le label CE fait donc office de "passeport" pour les produits européens. La labellisation CE n'est obligatoire que pour les types de produits soumis à des directives européennes spécifiques.

Le label CE en Suisse

Quel est le statut du label CE en Suisse, dès lors que les accords bilatéraux entre l'UE et la Suisse sont entrés en vigueur le 1er juin 2002? Ce label n'étant pas exigé par la législation suisse, il ne joue aucun rôle pour l'autorisation officielle des produits en Suisse. Toutefois, l'estampillage CE permet de distinguer les produits qui satisfont aux exigences de sécurité minimales applicables en Europe de même que, en partie également, en Suisse.

Des objectifs de protection différents

Le label CE ne dit rien sur les objectifs de protection visés. Un tuyau pour l'eau potable ne doit pas répondre aux mêmes exigences techniques qu'un tuyau à gaz, un tuyau pour câbles électriques (protection anti-incendie) ou un tuyau d'égoût (stabilité chimique). Par conséquent, le label CE ne protège pas l'utilisateur contre l'utilisation de produits inadéquats.

Des législations différentes

La Suisse n'a pas encore entièrement aligné sa législation sur les produits ni sa réglementation technique sur les dispositions européennes. Certaines différences subsistent même après le 1er juin 2002, notamment en ce qui concerne les denrées alimentaires, la protection contre le feu, l'utilisation rationnelle de l'énergie et la protection de l'air.

Par exemple, un appareil à gaz ne remplit pas forcément les exigences suisses en matière de protection de l'air ou d'utilisation de l'énergie, même s'il porte le label CE.

La Suisse, pays tiers

Les produits de pays tiers ne peuvent pas être mis sur le marché européen sur la base d'une certification délivrée par un organe agréé en Suisse. De même, les produits de pays tiers ne peuvent pas être mis sur le marché suisse sur la base d'une certification délivrée par un organe agréé en Europe. Par exemple, un appareil à gaz produit en Pologne, mais ayant obtenu le label CE en Allemagne, doit être homologué en Suisse pour être admis sur le marché helvétique. Ce régime permet en contrepartie d'admettre sur le marché suisse un appareil à gaz produit par exemple au Japon et qui n'aurait pas le label CE

quand bien même il remplirait toutes les exigences requises sur le plan européen.

Le label CE apposé sur les emballages

Selon le type de produits, le label CE ne doit pas obligatoirement être apposé sur le produit même. Il peut tout à fait figurer sur l'emballage ou sur le mode d'emploi. Mais dans ce cas, il devient très difficile de contrôler après coup – en particulier dans le domaine des installations domestiques – si les installations ont été réalisées avec du matériel adéquat.

Les produits suisses

Les produits, en particulier les produits destinés à la construction, fabriqués en Suisse et destinés exclusivement au marché suisse, ne sont pas labellisés même s'ils remplissent toutes les exigences requises. La Suisse ne connaît en effet aucun label de conformité au sens du label CE.

Devoir de diligence

En vertu du devoir de diligence, les installateurs eau et gaz sont tenus d'utiliser exclusivement des produits dont l'aptitude est suffisamment démontrée pour le but visé. A cet égard, les listes d'homologation eau et gaz de la SSIGE facilitent grandement le choix des produits.